

## GAZETTE DES TRIBUNAUX,

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

Le prix d'abonnement est de 17 fr. p. 3 mois, 34 fr. p. 6 mois, et 68 fr. p. l'année. — On s'abonne à Paris, au BUREAU DU JOURNAL, QUAI AUX FLEURS, 11; M<sup>me</sup> V<sup>e</sup> CHARLES-BÉCHET, quai des Augustins, 57; HOUDAILLE, rue du Coq-Saint-Honoré, 11; BOSSANGE père, rue Richelieu, 60; à Leipsick, même maison, Reich-Strass; à Londres, BOSSANGE, Barthès et Lowel, 14, Great-Marlborough-Street; et dans les départements, chez les Libraires et aux bureaux de poste. — Les lettres et paquets doivent être affranchis.

## JUSTICE CIVILE.

COUR DE CASSATION (chambre des requêtes).

(Présidence de M. Zangiacomi.)

Audience du 29 décembre 1832.

## COMPÉTENCE DE LA COUR DE CASSATION.

*Des moyens de requête civile, pris des art. 480 et 481 du Code de procédure, peuvent-ils être invoqués comme moyens de cassation contre un arrêt de la Cour suprême?*

La commune de Moulins-les-Metz avait revendiqué contre le sieur Fabert, en exécution de la loi du 28 août 1792, un terrain dont elle prétendait avoir été déouillée par abus de la puissance féodale.

Une sentence arbitrale avait envoyé la commune en possession du terrain litigieux.

Le sieur Fabert se pourvut en cassation contre cette sentence, et il obtint devant la chambre civile de la Cour de cassation, le 18 décembre 1809, un arrêt par défaut qui prononça la cassation de la sentence dont il s'agit, par le motif que la commune eût obtenu l'autorisation de plaider, prononça définitivement la cassation de la sentence arbitrale du 5 ventôse an II.

La commune se fit restituer contre cet arrêt par un second arrêt du 13 février 1810.

Mais par un troisième arrêt, en date du 13 juin suivant, la chambre civile, après avoir examiné de nouveau la cause qui lui était soumise, et considérant que rien ne justifiait que la commune eût obtenu l'autorisation de plaider, prononça définitivement la cassation de la sentence arbitrale du 5 ventôse an II.

Pourvoi contre cet arrêt de cassation. Il était fondé 1<sup>o</sup> sur ce que le motif qui l'appuyait était le résultat du dol personnel du sieur Fabert, lequel n'ignorait pas, au dire de la commune, que l'autorisation de plaider existait réellement, et qu'en articulant le contraire il avait avancé devant la Cour, lors des arrêts de 1809 et de 1810, un fait matériellement faux.

Pour preuve de la régularité des procédures qui avaient précédé la sentence arbitrale, la commune produisait une autorisation sous la date du 20 juin 1793.

2<sup>o</sup> Le pourvoi reposait encore sur ce que dès lors qu'il était prouvé que l'autorisation avait été obtenue, il était certain que la commune avait été mal défendue par l'avocat qui avait été chargé de ses intérêts, puisqu'il n'avait pas justifié de cette autorisation.

Ces deux circonstances (dol personnel et défaut de défense), constitutives aux termes des art. 480 et 481 du Code de procédure civile, de deux ouvertures de requête civile, étaient présentées devant la Cour comme moyens de cassation contre l'arrêt du 13 juin 1810.

Il s'agissait dès lors de décider si la Cour de cassation, après avoir rendu un arrêt définitif sur restitution de défaut, pouvait se réformer elle-même, en rétractant l'arrêt de cassation ci-dessus daté, et juger les moyens relatifs au fond du droit, en reprenant les choses dans l'état où elles étaient avant l'arrêt de 1810.

L'avocat du demandeur soutenait l'affirmative en s'appuyant sur l'art. 24 du règlement de 1738, relatif à la forme de procéder devant l'ancien conseil du roi, règlement qui subsiste encore dans plusieurs de ses parties, et dont la Cour fait une application fréquente, mais dont beaucoup de ses dispositions ne sont plus en vigueur.

La chambre des requêtes, sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Laplagne-Barris, n'a pas pensé que l'art. invoqué fût applicable, et elle a statué dans les termes suivants :

Vu les art. 27, 24 et 39 du règlement du conseil de 1738, ainsi conçus :

« Art. 23. Les requêtes en cassation d'arrêts du conseil ou de jugemens en dernier ressort rendus par des commissaires choisis dans le conseil, ou rendus sur requêtes de l'hôtel, seront communiquées aux rapporteurs de l'instance sur laquelle lesdits jugemens ou arrêts auront été rendus; et en cas que le jugement ait été rendu à l'audience desdites requêtes de l'hôtel, à celui qui y aura présidé, pour avoir d'iceux les éclaircissements nécessaires sur les circonstances et les raisons qui auront donné lieu auxdits arrêts ou jugemens.

« Art. 24. » En procédant au jugement des demandes en cassation formées contre lesdits arrêts du conseil, on aura égard aux moyens de requête civile, s'il y échet; lesquels, audit cas seulement, pourront être proposés pour moyens de cassation, sans que les parties puissent prendre la voie de la requête civile contre lesdits arrêts. »

Vu aussi l'art. 28 de la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1790 ainsi conçu :

« Les fonctions du Tribunal de cassation seront de prononcer sur toutes les demandes en cassation contre les jugemens rendus en dernier ressort, de juger les demandes de renvoi

d'un Tribunal à un autre pour cas de suspicion légitime, les conflits de juridiction et les réglemens de juges, les demandes de prise à partie contre un Tribunal entier. »

Attendu que du rapprochement des art. 23 et 24 du règlement de 1738, il résulte que les dispositions desdits articles ne sont relatives qu'aux pourvois en cassation, qui pouvaient alors être formés contre des arrêts du conseil ou jugemens en dernier ressort qui, par suite d'évocation ou d'attributions particulières, avaient été rendus, soit par des commissaires choisis dans le conseil, soit aux requêtes de l'hôtel, et qui avaient prononcé sur le fond du procès;

Qu'on ne saurait induire de ces dispositions que le règlement de 1738 avait admis les pourvois en cassation contre les arrêts du conseil qui avaient statué sur des pourvois en cassation;

Que s'il pouvait y avoir du doute à cet égard, il serait levé par la disposition de l'art. 39 du même règlement, qui porte que, après qu'une demande en cassation aura été rejetée, la partie qui l'aura formée ne pourra plus se pourvoir contre l'arrêt qui aura rejeté la demande;

Qu'en effet, si le pourvoi est inadmissible contre un arrêt de rejet qui ne laisse plus aucun recours à la partie qui a succombé, il doit l'être à plus forte raison contre un arrêt de cassation qui laisse aux parties la faculté de faire valoir leurs droits devant les juges du fond, et remet les parties dans l'état où elles étaient avant l'arrêt de cassation;

Attendu enfin que les jugemens en dernier ressort, contre lesquels l'art. 2 du décret du 1<sup>er</sup> décembre 1790 admet le pourvoi en cassation, ne peuvent s'entendre que des jugemens par lesquels les Tribunaux ordinaires ont jugé ou préjugé le fond du procès, et que, pour admettre le pourvoi en cassation contre un arrêt qui a définitivement statué sur un pourvoi en cassation, il faudrait une disposition formelle qui n'existe ni dans le règlement de 1738 ni dans la loi qui a déterminé les attributions de la Cour de cassation;

Par ces motifs, la Cour déclare la commune de Moulins-les-Metz non recevable dans son pourvoi, et la condamne à l'amende.

(M. Moreau, rapporteur. — M<sup>e</sup> Crémieux, avocat.)

CHAMBRE CIVILE. — Audiences des 10 et 11 décembre.

(Présidence de M. Boyer.)

*Lorsqu'une personne, débitrice envers une autre de sommes actuellement exigibles, devient ensuite sa créancière de sommes NON ENCORE ÉCHUES, ne s'opère-t-il pas, nonobstant le TERME apposé à l'exigibilité de l'une des créances, une CONFUSION de droits qui les éteint toutes deux instantanément? (Rés. aff.)*

MM. Aubertot, maîtres de forges à Vierzou, étaient en compte-courant avec le sieur V. Guébin, banquier à Bourges. En décembre 1827, le compte courant fut réglé; il présentait, en faveur de MM. Aubertot un solde créancier de 16,012 fr. Le 22 du même mois de décembre, MM. Aubertot tirèrent sur le sieur Guébin neuf traites, à diverses échéances, montant ensemble à environ 18,000 fr., lesquelles furent passées à l'ordre de M<sup>me</sup> la baronne Auger. Avis fut donné le même jour au sieur Guébin de ces neuf traites. Réponse par celui-ci que bon accueil leur était réservé au dédit de ses correspondants.

En février et mars 1828, le sieur Guébin paya à leurs échéances trois des neuf traites; il paya également les six autres, quoique non encore échues, mais en retenant l'escompte.

Le 15 avril 1828, faillite du sieur Guébin.

A cette époque MM. Aubertot étaient ses créanciers, par la balance du compte-courant, d'un solde de 26,000 fr. Les syndics du sieur Guébin trouvèrent dans ses papiers les six traites en question. Ayant remarqué qu'elles n'étaient point encore échues, ils imaginèrent de les considérer comme valeurs actives. En conséquence, ayant fait protester ces traites à leur requête, comme s'ils eussent été des tiers-porteurs, ils dirigèrent contre MM. Aubertot, tireurs, une action récursoire en garantie de l'insolvabilité du tiré, failli.

MM. Aubertot, pour leur défense, opposèrent, soit la compensation du montant des traites, avec le solde créancier à eux dû par le compte-courant, soit la confusion opérée à leur égard par la réunion dans la personne du sieur Guébin des deux qualités de créancier et de débiteur.

Le Tribunal et la Cour de Bourges repoussèrent ce double système. Ils jugèrent que ni la compensation ni la confusion n'avaient éteint l'action des syndics, parce qu'il faut (portent les jugement et arrêt), pour qu'elles aient lieu, que les deux créances soient respectivement exigibles; et que, dans l'espèce, la créance de MM. Aubertot contre le sieur Guébin était bien actuellement exigible, mais que celles de Guébin, contre eux ne l'était pas, les six traites par lui payées l'ayant été par anticipation.

MM. Aubertot se sont pourvus en cassation contre cet arrêt.

M<sup>e</sup> Ripault a reproduit, dans leur intérêt, le double moyen tiré de la compensation réciproque de toutes les valeurs des comptes courants et de la confusion.

M<sup>e</sup> Crémieux, pour les syndics, a soutenu que l'arrêt et le jugement attaqués n'ayant fait qu'apprécier les con-

ventions particulières intervenues entre les parties, ils échappaient à la cassation.

M. l'avocat-général Voysin de Gartempe a conclu au rejet du pourvoi.

Mais la Cour, au rapport de M. Quéquet, et après délibéré :

Vu les art. 1185 et 1300 du Code civil;

Attendu 1<sup>o</sup> que les syndics de la faillite Guébin, en formant contre Aubertot père et fils, la demande en paiement des six traites, passées à l'ordre de la baronne Augier, à laquelle Guébin, leur débiteur, en avait payé le montant, ont, par cela même, reconnu que Guébin, au moyen de ce paiement, et au moment où il l'a fait, était devenu créancier d'Aubertot père et fils de la valeur de ces traites, quoiqu'elles ne fussent pas encore exigibles. Le terme, (ainsi que le porte l'art. 1185 du Code civil), ne suspendant pas l'obligation dont il retarde seulement l'exécution;

Attendu, 2<sup>o</sup> qu'il a été reconnu au procès qu'à l'époque où Guébin est devenu créancier d'Aubertot père et fils, il était leur débiteur par compte-courant de sommes supérieures au montant de retraite;

Qu'ainsi le sieur Guébin ayant réuni dans sa personne, avant sa faillite, les qualités de créancier et de débiteur d'Aubertot père et fils, il s'était opéré, aux termes de l'art. 1300 du Code civil, une confusion de droits qui avait éteint les deux dettes; d'où il suit qu'en condamnant Aubertot père et fils à payer les traites en question, dont la dette était éteinte par la confusion, la Cour royale a expressément violé les art. 1185 et 1300 du Code civil;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de s'occuper des moyens relatifs à la compensation en matière de commerce et de compte-courant;

La Cour casse, etc.

COUR ROYALE DE PARIS (1<sup>re</sup> chambre).

(Présidence de M. le premier président Séguier.)

Audience du 18 décembre.

## INDEMNITÉ DES COLONS DE SAINT-DOMINGUE.

*Le vendeur non payé peut-il exercer son privilège sur l'indemnité coloniale attribuée aux acquéreurs de son acquéreur?*

En d'autres termes : Le droit de suite existe-t-il sur l'indemnité de Saint-Domingue? (Rés. nég.)

En 1788, M. Rogier a vendu à un sieur Renaud une habitation que celui-ci parait avoir revendue au sieur Dustou de Cazaril, dont les héritiers se sont fait attribuer l'indemnité afférente à cette habitation.

M. Rogier, prétendant n'avoir jamais touché le prix de la vente par lui faite, a réclamé contre cette attribution. En fait, il a cherché à établir, par les clauses des contrats de vente, que le prix n'avait pas même pu lui être payé par aucune partie; que les sieurs Dustou de Cazaril ne justifiaient pas de leur libération envers Renaud leur vendeur. En principe, il a soutenu que, soit de son chef comme vendeur non payé (art. 9 de la loi du 30 avril 1826), soit du chef de son débiteur également non payé (art. 1167 du Code civil), il avait droit par privilège au dixième de l'indemnité allouée aux héritiers Dustou de Cazaril.

Le Tribunal en a décidé autrement par un jugement ainsi conçu :

Le Tribunal, attendu que le droit de suite n'existe pas sur l'indemnité de Saint-Domingue; que les créanciers hypothécaires ou privilégiés qui ne seraient pas les propres créanciers de l'indemnité, n'ont donc aucune action sur l'indemnité, qui demeure exclusivement affectée aux créanciers personnels de l'indemnité;

Que la loi, en reconnaissant par exception le privilège du propriétaire, n'a entendu reconnaître qu'un droit de préférence entre créanciers personnels, et nullement déroger aux principes essentiels de la loi d'indemnité, ni reconnaître un droit de suite et de préférence au profit des précédents vendeurs;

Que, dans l'espèce, Rogier n'est pas le vendeur de Dustou de Cazaril, et qu'il n'agit contre lui qu'en vertu d'un droit de suite que la loi ne reconnaît pas;

Déclare Rogier mal fondé, etc.

Sur l'appel interjeté par M. Rogier, M<sup>e</sup> Liouville, son avocat, a reproduit son système, qu'il a appuyé des opinions du rapporteur de la loi du 30 avril 1826, M. Pardessus, et de M. Ricard (du Gard), député.

Malgré l'assentiment donné à ces principes du droit commun, par M. Delapalme, avocat-général, la Cour, sur la plaidoirie de M<sup>e</sup> Boudet, avocat des héritiers Dustou, et après un délibéré assez animé, adoptant les motifs des premiers juges, a confirmé le jugement attaqué.



COUR ROYALE DE COLMAR (1<sup>re</sup> chambre).

(Correspondance particulière).

PRÉSIDENCE DE M. JACQUOT-DONNAT.

*La récompense pécuniaire accordée à un blessé de juillet, tombe-t-elle dans une communauté réduite aux acquêts ?*  
(Rés. aff.) Loi du 50 août 1850. Code civ., art. 1498.

Le sieur Syes qui, par certaine prééminence, appartient à l'illustre famille des *Majeux*, et dont la *Gazette des Tribunaux* a déjà plusieurs fois entretenu ses lecteurs, avait épousé en 1807 une demoiselle Ursule Vogt. Les premières années de cette union furent assez paisibles; mais ensuite de fréquents orages vinrent obscurcir l'horizon conjugal, et bientôt l'état de guerre fut permanent. Monsieur se plaignait des tendres distractions de Madame, et Madame des gestes par trop énergiques de Monsieur; bref, les époux, d'accord en ce seul point, convinrent de se séparer. En conséquence M. Syes quitta Belfort, sa villa natale, et se rendit à Paris. Grâce à son industrie, il était parvenu à se créer quelques ressources, lorsque vint à éclater la révolution de juillet. Syes, qui a aussi la bosse du courage, courut aux armes, fit merveilles, fut blessé, et reçut avec la médaille une rente annuelle de 75 fr., au capital de 1500 fr. Au milieu de son triomphe, des souvenirs de patrie et de famille vinrent l'agiter; il voulut revoir son pays et son ingrate épouse. Il revint donc à Belfort avec le doux espoir que le temps aurait modéré l'excentricité de sentiments de sa volage moitié; il se flattait aussi qu'elle aurait un peu plus d'égards pour la tête d'un héros. Mais hélas! ses rêves de bonheur ne tardèrent pas à se dissiper; il retrouva sa femme telle qu'il l'avait laissée, pire encore si on croit ses plaintes, et combattant de juillet ne fut pas plus heureux que le mari. Les scènes qui avaient jadis séparé les époux se renouvelèrent avec plus d'intensité, et les bruyantes récriminations recommencèrent de plus belle. Enfin la séparation de corps fut mutuellement demandée. Une enquête eut lieu et la séparation fut prononcée.

Syes interjeta appel de ce jugement; il se garda bien de le critiquer sur le chef de la séparation; mais ce même jugement avait décidé que l'annuité de 75 fr. ferait partie de l'actif de la communauté, et c'est là ce qui provoqua ses réclamations. Il soutenait avec force que la rente devait être exclue de la communauté, et il s'appuyait, pour le démontrer, sur les clauses de son contrat de mariage. Ce contrat contient en effet 1<sup>o</sup> réserve expresse d'apports et de tout ce qui adviendra aux époux par legs, donation ou autrement, ce qui comprend tous les biens quelconques advenus à titre lucratif; 2<sup>o</sup> communauté réduite aux acquêts; or, l'art. 1498 du Code civil définit les acquêts. C'est tout ce qui provient de l'industrie commune. « Ici, disait-il, il s'agit d'un fait qui m'est tout personnel, qui a compromis mon existence; d'un autre côté, on ne saurait voir une industrie dans l'élan du plus noble patriotisme. Ce que j'ai obtenu, m'a été donné en récompense de mon dévouement, de mes blessures: le prix du sang ne saurait se partager. »

Telles étaient les raisons du sieur Syes; mais elles n'ont point prévalu.

La Cour, sur les conclusions conformes de M. Paillart, premier avocat-général, et après délibéré en chambre du conseil: Sur le chef relatif à la gratification de 75 fr.;

Considérant que cette gratification a été acquise au mari pour services par lui rendus à l'Etat; qu'elle n'est point l'effet d'un don ou d'une libéralité quelconque faite en considération de sa personne, mais le produit de ses travaux; qu'ainsi, aux termes de l'art. 1498 du Code civil, elle forme un acquêt mobilier qui, comme l'ont décidé les premiers juges, doit entrer dans l'actif d'une communauté d'acquêts stipulée par les époux;

Par ces motifs, prononçant sur l'appel du jugement rendu par le Tribunal civil de Belfort, a mis et met l'appellation, au néant.

## COUR ROYALE DE ROUEN.

Audience du 12 décembre.

FAILLITE DEMIANNAY.

Actes antérieurs à la faillite. — Faillite reportée.

Les intérêts compromis dans la faillite Demiannay sont si graves et si nombreux, que nous croyons devoir reproduire l'arrêt intervenu sur la demande formée par M. Duval-Liard contre les syndics de la faillite.

Cet arrêt, d'ailleurs, consacre un principe important relativement à la validité des actes faits par un failli, lorsque la faillite est reportée antérieurement au jour de la déclaration.

Attendu que la Cour, lors de son arrêt du 26 juin dernier, n'a réellement statué que sur la question du report de la faillite du 23 au 20 novembre 1850; qu'elle n'a jugé, ni pu juger, on même préjuger des questions de validité de paiement qui ne lui étaient pas soumises, et qui n'étaient même pas nées alors;

Attendu que le jugement qui déclare une faillite ouverte est un fait public et notoire qui avertit les tiers que le commerçant failli est sous le coup d'une incapacité légale; qu'une faillite remontée est au contraire une fiction qui n'a aucun des caractères de publicité et de certitude justement exigés pour exclure la présomption de bonne foi en faveur des tiers qui ignorent presque toujours les refus de paiements partiels qui font remonter l'ouverture des faillites à la date de ces refus;

Attendu en droit que du rapprochement des dispositions du Code de Commerce sur la matière, notamment des articles 441, 442, 443, 444, 445, 446 et 447, il résulte que les actes faits avant la déclaration de faillite ne sont pas nuls de plein droit, et qu'ils peuvent être déclarés valables, si, passés à une époque où la faillite n'était pas notoire, ces actes sont sérieux et de bonne foi; que le report de la faillite ne saurait préjudicier au créancier dont la bonne foi se trouve vérifiée, et qui a contracté avec un débiteur demeuré publiquement en possession de ses biens qu'il administrait; que ces principes sont reconnus et consacrés par la jurisprudence;

Attendu, en fait, que Demiannay l'aîné a été frappé d'apoplexie dans la nuit du 22 au 23 novembre 1850; que par suite de cet événement et provoqué par la notoriété publique, le Tribunal de Commerce de Rouen a, d'office, dans l'après-midi dudit jour 24 novembre, déclaré le banquier Demiannay l'aîné en état de faillite; que ce n'est donc qu'à partir de ce jour que Demiannay a été dessaisi de l'administration de ses biens, et frappe nécessairement d'une incapacité légale;

Attendu qu'il n'est pas suffisamment établi, en ce qui concerne Duval-Liard, qu'il connût dès le 21 novembre 1850 la vraie situation du banquier Demiannay;

Mais attendu que la conduite personnelle de Duval-Liard à l'égard de Demiannay, dans la journée du 21 novembre, les instances répétées pour obtenir des remises, la nature des valeurs à lui fournies, établissent au procès la preuve qu'il avait alors connaissance de l'état d'insolvabilité de son débiteur, et par suite l'obligation de sa part de rapporter à la masse ces dernières valeurs;

La Cour, parties ouïes, ainsi que l'avocat-général, faisant droit sur l'appel, met l'appellation et ce dont est appel au néant; et, statuant par jugement nouveau, déboute les syndics de leur demande tendante à faire rapporter, par Duval-Liard, la somme de 2,000 fr. par lui reçue le 21 novembre 1850; condamne ledit Duval-Liard, par corps et biens, à rapporter à ladite masse la somme de 29,469 fr. 72 c., par lui touchée de Demiannay l'aîné, le 22 du même mois, avec intérêts de cette somme; le condamne en outre aux dépens de première instance et d'appel.

## TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS.

(Présidence de M. Aubé.)

Audience du 2 janvier.

SUITE du procès DE M. VICTOR HUGO contre LA COMÉDIE FRANÇAISE.

Des précautions avaient été prises pour empêcher l'embarras et les scandaleuses manifestations qui avaient eu lieu le 19 décembre. Heureusement ces mesures se sont trouvées inutiles; il ne s'est présenté qu'un petit nombre d'auditeurs. On a remarqué l'absence de M. Victor Hugo et de son conseil M. Odilon Barrot. M<sup>rs</sup> Henri Nougier et M<sup>rs</sup> Léon Duval, l'un agréé et l'autre avocat de la Comédie-Française, n'ont pas comparu davantage. M<sup>rs</sup> Chaix-d'Est-ANGE n'est venu à l'audience qu'après le prononcé du jugement, dont suit la teneur littérale:

Le Tribunal,

Statuant sur le déclinatoire proposé:

Attendu que, bien qu'il s'agisse en la cause entre le sieur Victor Hugo et la Comédie-Française, de l'exécution d'un engagement privé, relatif à la représentation du drame intitulé: *le Roi s'amuse*, il résulte des débats, et il est reconnu par les parties que l'exécution de cet engagement est empêchée par un acte administratif, qui, en exécution du décret du 8 juin 1806, et motivé sur ce que, dans un grand nombre de scènes dudit drame, les mœurs seraient outragées, en a interdit la représentation;

Attendu que, pour prononcer au fond, il faudrait inévitablement apprécier l'acte administratif susdit; qu'aux termes de l'art. 13 de la loi du 24 août 1790 et de celle du 16 fructidor an III, cet acte est hors des attributions de ce Tribunal;

Par ces motifs, joint les causes, se déclare incompétent, renvoie les parties à se pourvoir devant qui de droit; condamne le demandeur aux dépens.

## JUSTICE CRIMINELLE.

COUR D'ASSISES DE LA CORSE. (Bastia.)

(Correspondance particulière.)

PRÉSIDENCE DE M. CAPELLE, conseiller. — Audiences des 22 et 23 novembre.

ASSASSINAT.

Pierre Giovanelli était accusé du crime d'assassinat commis le 6 juin dernier sur la personne de Ferdinand Gentili de Calcatoggio, dont le frère est neveu de M. Pozzo di Borgo, ambassadeur de Russie.

Cette cause par l'intérêt qu'inspire la famille Gentili, autant que par les circonstances du crime et le nom de l'accusé, avait attiré un public nombreux et choisi. Une foule immense se presse dans l'enceinte de l'auditoire; des magistrats, des fonctionnaires et autres personnes de distinction occupent toutes les places réservées.

L'accusé est âgé de 24 ans; l'expression de son regard a parfois quelque chose d'ardent et de sombre, de dur et de hautain; et cependant à voir ses cheveux blonds, son teint coloré, et une physionomie qui ne paraît pas entièrement dépourvue de douceur et de franchise, on sent au premier abord un vif et douloureux étonnement quand on songe que ce jeune homme est là pour répondre à une accusation capitale.

Déjà Giovanelli avait été, l'année dernière, traduit devant la Cour d'assises. On lui imputait d'avoir assassiné un certain Pereti, domestique des Gentili; mais il fut acquitté grâce aux démarches actives et à la déposition favorable de Ferdinand Gentili. L'accusé porte son bras gauche en écharpe par suite d'une blessure grave qu'il a reçue à l'époque de son arrestation.

M. le président interroge l'accusé qui montre dans ses réponses le plus grand calme et la plus rare intelligence.

M. le président: Vous avez dit qu'il n'existait pas d'imitié entre vous et les Gentili. Pourquoi donc vous auraient-ils désigné comme l'auteur du crime?

L'accusé: Parce que je suis un agneau. *Perchè sono un agnello.* (Mouvement.)

M. le président: Dans quelles circonstances avez-vous été arrêté?

L'accusé: J'avais pris la campagne; je me trouvais le 2 juillet dans la forêt de Vizzavona. Graziani, caporal des voltigeurs corses, mon parent, était avec moi; il m'avait promis de veiller à ma sûreté et de me conduire au village

de Campile, son pays; et je me reposais avec une entière bonne foi dans ses promesses. Je m'endormis accablé de fatigue; mon fusil était à côté de moi. Pendant que j'étais livré au sommeil, Graziani s'approche et me tire, et que à bout portant, un coup de feu qui me blesse à la gauche. (Sensation.) Il croyait m'avoir tué et il prit la fuite. Je me trainai comme je pus vers une cabane voisine; j'y demeurai caché quelque temps; c'était un ancien bandit qui m'avait donné l'hospitalité; c'était un cruellement de ma blessure. Bientôt les voltigeurs, se rendant à ma poursuite, me découvrirent dans cet asile et m'arrêterent.

Vincent Gentili, premier témoin, est introduit. Je me trouvais, dit ce témoin, à Calcatoggio, quand j'ai pris l'assassinat de mon malheureux frère. Il ne s'éleva qu'un cri d'indignation et de douleur, et l'accusé fut l'instant signalé comme le coupable. Il s'est associé, pour commettre le crime, Jean-Baptiste Paravisini et André Graziani. On dit que les ayant amenés, le 6 juin au matin, à sa vigne d'Abataccia, il leur communiqua son dessein d'aller tuer Ferdinand Gentili dans la vigne de Margia, à peu de distance de celle de Giovanelli; il les fit monter pour les entraîner à partager sa criminelle entreprise; leur peignit, sous les plus vives couleurs, les avantages de la vie de bandit, disant qu'ils seraient partout bien accueillis et partout redoutés. Cet homme a peur la nuit, il a peur des morts, et ne voulait pas faire le bandit tout seul, il avait besoin de trouver des compagnons. Dès qu'il fut entré avec eux dans la vigne de Margia, il s'adressa à mon frère: « Eh bien! lui dit-il, tu ne me salue pas? » Mais il me semble, Pierre, que ce serait à toi de me saluer, et voyant les regards menaçans que l'accusé lançait sur lui, il ajouta: « Au reste, si tu veux me tuer, tu en es le maître. » Alors Giovanelli lui tira deux coups de fusil, et comme mon frère blessé cherchait à se sauver, il donna à ses deux complices de faire feu, en leur criant: « Faites feu, achevez-le. *fate fuoco, scompiete lo!* » Ils firent. Plusieurs personnes étant accourues, Ferdinand Gentili, avant d'expirer, eut assez de force pour déclarer que son assassin était l'accusé. « Que devais-je, moi, à Pierre? dit-il (*cojâ doverà io à Pietro?*) » J'ignore quel motif assez grave a pu porter Giovanelli à tuer mon frère. Cependant, j'ai vu depuis qu'il avait menacé ma famille dans plusieurs circonstances.

Dominique Romanetti: L'accusé se plaignait des Gentili; il me dit un jour qu'il ferait bon de faire disparaître cette famille du pays. Il y a cinq ou six ans, le père de Giovanelli fut arrêté et garotté par ordre de l'un des frères Gentili, alors maire de Calcatoggio, pour lui avoir dit des injures. Dans la première procédure qu'il subit l'accusé, la déposition de Ferdinand Gentili contribua peut-être à faire mettre Giovanelli en prévention, et si plus tard Gentili modifia son témoignage aux débats, l'accusé ne dut pas lui pardonner sa précédente déclaration. Tels sont les motifs qui l'auraient déterminé à tuer Ferdinand.

L'accusé: Ce témoin est l'allié des Gentili; il est mon ennemi. Lorsqu'il était maire de Calcatoggio, il n'a pas manqué une seule occasion de me persécuter, de m'humilier. Du vivant de mon père, quand il passait un détachement de troupes dans le canton, on nous envoyait loger des officiers; mon père étant mort, Romanetti m'envoya jamais à loger que des soldats.

Biso, dit Tannutto, marin-pêcheur de Cargèse: Le 6 juin j'étais allé pêcher dans le port d'Orcino: entre dix et onze heures du matin, je vis venir trois individus armés, parmi lesquels je reconnus Pierre Giovanelli; ils dirigeaient vers moi leurs fusils. D'un air agité et d'un ton menaçant, ils m'ordonnèrent de mettre à l'instant même mon bateau en mer. J'obéis; je les conduisis à la pointe de Capigliola, ou pointe d'Oca, du côté de la rivière de Liamone. Pendant la traversée, il se fit d'abord un long silence; ensuite Pierre me demanda: « Y a-t-il longtemps que vous n'avez été à Calcatoggio? — Ce matin même. — Qu'avez-vous appris de nouveau? — Rien. — Demain vous apprendrez quelque chose. » Après les avoir débarqués, je retournai à Orcino, et de là à Calcatoggio, où j'appris l'événement, et je m'expliquai alors les paroles de l'accusé.

Pierre Timpagnola, garde champêtre de Casaglionne: Je fus accosté par trois individus armés, vers les deux heures, dans la plaine de Liamone. C'étaient Giovanelli et Paravisini; le troisième m'est inconnu. L'accusé me dit de lui faire passer sur mon cheval la rivière de Liamone; il avait le visage altéré. Je conclus des soupçons. « Que venez-vous de faire? lui dis-je — Rien. — Nous voulons passer la rivière. — Mais encore que venez-vous de faire? — Vous le saurez après. » Giovanelli avait une veste de nankin qu'il échangea contre la veste de drap corse d'un certain Balogna. Le même jour j'appris la mort de Ferdinand Gentili.

Les autres témoins sont venus confirmer les différents faits de ces principales dépositions.

Cette accusation, la plus grave des assises, était confiée au talent de M. Sorbier, premier avocat-général. Ce magistrat prend la parole en ces termes:

« Les débats de cette cause ont dû produire sur vos âmes les impressions les plus douloureuses. Un riche propriétaire de Calcatoggio, de mœurs douces, irréprochables, fut, le 6 juin dernier, assassiné en plein jour, dans sa vigne, par un homme qu'il n'avait jamais offensé, qu'il avait même gentiment servi dans des jours de malheur. Cet attentat, présumé inouï dans les annales de la perversité humaine, répandit au loin l'épouvante dans le pays. Chacun, d'un air consterné, se disait: « Si la vie la plus honorable, si les habitudes les plus inoffensives ne sont point un rempart assuré contre le fer d'un ennemi; si les plus braves gens sont en butte aux poignards; si on vient leur arracher la vie à la face du Ciel, au sein de leurs propriétés, aux portes de leurs habitations, qu'allons-nous devenir? il ne nous reste plus qu'à nous envelopper la tête et à attendre la mort qu'on nous destine. » Comment sortir de nos demeures, à l'exterminé nos vies, craindre que la main d'un Giovanelli n'ensangante nos habitages! » Contrée de Calcatoggio, trois fois malheureuse!



\_\_\_\_\_

» En vain les aveugles partisans d'une puissance qui fut grande, il est vrai, parmi nous, mais que ses propres excès



ont anéantie sans retour, ont essayé de rallumer dans nos provinces les torches de la guerre civile.

» En vain aussi les sectaires d'une farouche démagogie ont osé proclamer au sein de la capitale leurs doctrines régicides, et ont (chose déplorable) trouvé dans leurs rangs des apôtres pour les propager, et des séides pour les mettre en action : l'attitude ferme et presque téméraire de Votre Majesté en présence de la sédition, le courageux dévouement des citoyens, et l'inébranlable fidélité de l'armée, ont fait une éclatante justice de ces attentats, et assuré le triomphe de l'ordre public et des lois.

» Toutefois, Sire, ces graves circonstances ont fait sentir le besoin pressant d'une législation spéciale qui, dans ces crises politiques, concilie les exigences nécessaires du pouvoir avec les libertés garanties par le pacte constitutionnel.

» Sire, lorsqu'une calamité d'un autre genre nous fut envoyée par le ciel comme le triste présage de nos troubles civils; lorsque autour de vous une population consternée a éprouvé les ravages d'un fléau qui a moissonné tant et de si regrettables victimes, votre exemple, Sire, celui de votre auguste famille, électrisant toutes les âmes, a fait jaillir de toutes parts les sources de la charité publique, et la charité publique, cette vertu éminemment française, a, n'en doutons pas, désarmé la Providence et conjuré le fléau.

» Plus tard, la politique européenne a demandé à la France et à sa puissante alliance de donner force aux décisions d'une diplomatie évidemment empreinte des progrès de la civilisation; et à votre voix, Sire, une armée de braves s'est élancée sur les rives de l'Escaut, fière de compter dans ses rangs deux jeunes princes héritiers de vos vertus, et déjà impatients de montrer à la France les continuateurs de Jemmapes et de Valmy. Peu de jours se sont écoulés, et la France a glorieusement accompli sa mission.

» De si grands événements, Sire, semblent s'être en quelque sorte amoncelés dans le court espace de quelques mois, pour manifester avec plus d'éclat la confiance du peuple français dans votre gouvernement, et son amour pour la personne du monarque de son choix.

» Jouissez de cet amour, Sire, jouissez avec sécurité de cette douce et noble récompense des bons rois. Qu'aujourd'hui, d'aujourd'hui, les soucis s'éloignent du trône; qu'aujourd'hui aucun nuage ne pénètre dans la demeure royale; et que ces élans de la reconnaissance publique, dont la Cour de cassation aime à se rendre ici l'organe, fixent pour long-temps, pour toujours, s'il est possible, le calme et le bonheur dans le cœur de Votre Majesté! »

#### Le Roi a répondu :

« Je reçois toujours avec plaisir l'expression des vœux de la Cour de cassation. En vous en tant tracer le tableau des événements de l'année dernière, je vois avec satisfaction que vous rendez autant de justice à la droiture, à la loyauté qui a signalé la marche de mon gouvernement, qu'à mes intentions personnelles, et à ma volonté de soutenir les droits de la nation, et de maintenir les libertés publiques contre toutes les attaques, de quelque côté qu'elles viennent. Je sens profondément que c'est pour atteindre ce but que la nation m'a appelé au trône, que j'occupe uniquement dans l'intérêt de la patrie. Ce sont les mêmes motifs qui m'ont porté à envoyer notre armée sous les murs d'Anvers. Les succès qu'elle y a obtenus doivent nous assurer à la fois et l'accomplissement de nos engagements, et le maintien de la paix générale. Je suis heureux et fier de la part que mes fils ont prise aux travaux et à la gloire de notre armée; et c'est avec une vive émotion que je vous remercie des sentiments que vous m'avez exprimés. »

— Toutes les fois que des contestations s'élèvent entre la ville de Paris et des propriétaires soumis à des expropriations pour cause d'utilité publique, ceux-ci ne manquent pas de se plaindre de l'exiguité des indemnités offertes par la ville, et celle-ci de l'ambition des propriétaires et du soin calculé qu'ils ont pris, aussitôt qu'ils ont connu le projet des travaux, d'augmenter leurs constructions afin d'augmenter par là même les indemnités. Il ne faut pas sans doute que la ville paie trop cher; mais il ne faut pas non plus qu'un projet de travaux d'utilité publique, par la seule annonce qui en est faite, place les propriétés que ce projet doit faire disparaître dans une sorte d'interdit, jusqu'à l'exécution souvent fort tardive des travaux. Puisse le nouveau projet de loi, présenté aux Chambres, concilier désormais le double intérêt public et privé de manière à faire cesser pour l'avenir les récriminations réciproques!

La Cour royale (1<sup>re</sup> chambre) s'est occupée d'une question de cette nature dans ses audiences du 11 et du 18 du mois dernier : déjà bien des procès, dont la *Gazette des Tribunaux* a fait connaître les résultats, ont été occasionnés par le prolongement de la rue Vivienne jusqu'au boulevard. M. Thayer, propriétaire du jardin qui confinait à ce boulevard, avait loué une partie de ce jardin à M. Alaux, qui se proposait de consacrer cet emplacement à son *Néorama*. Obligé de renoncer à ce terrain sur lequel il avait fait faire quelques travaux, M. Alaux a réclamé des indemnités, fondées sur divers motifs, dont quelques uns ont été rejetés par le Tribunal de 1<sup>re</sup> instance, comme ne constituant pas le préjudice direct qui donne lieu d'après la loi, à des dommages-intérêts : ainsi les frais d'un voyage en Italie antérieurement au bail fait à M. Alaux, et la somme de 6,000 fr. payée par ce dernier à des peintres en Italie pour l'exécution de divers tableaux, qui ne paraissent pas avoir été exécutés exprès pour le *Néorama*, ont semblé au Tribunal ne pouvoir figurer au bordereau des dommages-intérêts dus à M. Alaux. Mais consacrant en principe que l'ordonnance de 1824, créa-

trice de la nouvelle rue Vivienne, mais sans fixation de l'époque à laquelle ce projet serait exécuté, n'avait pu empêcher M. Alaux de louer le terrain du jardin de l'hôtel Montmorency, d'autant mieux que le conseil municipal de Paris avait, en 1829, demandé la révocation de cette ordonnance, le Tribunal a alloué les autres réclamations du sieur Alaux, dont la plus importante, motivée sur un retard de plus d'un an de l'ouverture du *Néorama*, transféré rue Saint-Fiacre, a été fixée à 56,000 fr.

La ville de Paris a interjeté appel, et par l'organe de M<sup>re</sup> Boinvilliers, elle a soutenu que M. Alaux avait eu connaissance du projet d'utilité publique à une époque où les travaux de terrassement pour le *Néorama* étaient encore fort peu avancés; et qu'il n'avait dépendu que de lui, en cessant dès-lors ses travaux conformément à l'injonction que lui faisait le commissaire-voier, de rendre fort mince l'indemnité à payer par la ville de Paris.

En soutenant, pour M. Alaux, le jugement du Tribunal de première instance, M<sup>re</sup> Léon Duval, répondant à la dernière objection de l'avocat de la Ville, a qualifié d'estafier de la voirie le rédacteur du procès-verbal rédigé contre M. Alaux....

M<sup>re</sup> le premier président Séguier : Les hommes dont vous parlez sont des hommes honorables; abstenez-vous de pareilles expressions; le mot estafier est un terme de mépris....

M<sup>re</sup> Duval : Je voulais exprimer, M. le premier président.... (Ici M<sup>re</sup> Léon Duval est interrompu par l'avoué de la ville de Paris) « Il paraît, ajoute-il, qu'il se trouve des complices dans toutes les interruptions qui se font à cette audience : que du moins nos adversaires nous laissent plaider. »

Cet incident n'a pas de suite, et M<sup>re</sup> Duval achève sa plaidoirie.

Mais la Cour, n'accordant à M. Alaux que le prix de ses travaux et dépenses faites, et non une indemnité pour des bénéfices éventuels, qu'il a dû d'ailleurs réaliser rue Saint-Fiacre, a réduit de ce chef l'indemnité de 12,000 à 4,800 fr.; et quant au déplacement et au retard dans l'ouverture du *Néorama*, elle a fixé l'indemnité, au lieu de 56,000 fr. à 53,000 fr., comme l'avaient évalué des experts nommés par le Tribunal, mais moins libéraux que lui.

— On se rappelle que M. le duc de Brunswick a porté plainte contre M. le capitaine Chaltas, à l'occasion d'un ouvrage publié par ce dernier sur la vie de ce prince. M. Chaltas a comparu ce matin devant M. le juge d'instruction.

— Un nommé Ballard, habitant de Westminster, était depuis long-temps signalé comme fabricant ou débitant de faux shellings, qu'en terme d'argot on appelle *twelvors*, c'est-à-dire apparemment pièces de douze pences. La police de Londres, qui voulait le prendre sur le fait, s'était plusieurs fois trouvée en défaut. Enfin un agent actif et rempli d'intelligence parvint à entrer en négociation avec Ballard, et à faire prix pour la livraison d'un paquet de vingt shellings faux. Un rendez-vous est donné; l'agent de police remet quatre shellings de bon argent en échange du paquet qu'on lui présente; au même instant deux camarades de l'homme de la police se jettent sur Ballard et le saisissent au collet. Ballard ne répond que par de grands éclats de rire; et en les priant d'ouvrir le paquet de vingt *twelvors*. On l'ouvre en effet, et l'on y trouve vingt pièces du meilleur aloi; mais c'étaient des *farthings* en cuivre, de la valeur de deux liards chacun. Les agents de police confus, demandent excuse de la liberté qu'ils ont prise de tenter un honnête homme, et réclament la restitution de leurs quatre shellings. Le hardi Ballard, empruntant le langage du corbeau de la fable, leur dit que s'ils ont quelque chose à demander, ils peuvent le citer devant le Tribunal du lord maire, qui jugera si quatre shellings (déduction faite des dix sous en *farthings*), ne représentant en réalité que quatre francs dix sous, sont un prix exorbitant pour une si bonne leçon.

— Letrone, serrurier à Nogent-sur-Marne est pompier de la garde nationale, mais pompier dans toute l'acception du mot, car le 16 août, étant frappé de boisson, au dire d'un témoin, il se porta à des voies de fait envers le sieur Cretin, son beau-père, vieillard infirme et septuagénaire.

A l'audience d'aujourd'hui, le sieur Cretin, qui semble à tous égards mériter son nom, est venu confirmer sa plainte d'une manière plus qu'ingénue.

Letrone : M. le président, voici le fait : j'avais une grille sur le chantier, et l'ouvrage n'allait pas comme je le prétendais; contrarié que j'étais, j'ai cherché à me distraire. On a prétendu qu'il y avait dans mon affaire de la *soulographie*, c'est faux; quant à avoir levé la main sur un homme d'âge, j'en suis incapable, je croirais m'abaisser.

Le Tribunal n'ayant pas trouvé ces raisons convaincantes, a condamné Letrone à 16 fr. d'amende.

Letrone, en se retirant : Seize francs..., je n'ai pas gagné ça sur ma grille; je n'ai pas le moyen; mon beau-père qui est cause de tout, n'a qu'à la payer l'amende, c'est sa faute.

— Un nommé Valéry tenait en plein vent, à la fete de Vaugirard, une banque du jeu dit des *trois cartes*. Il était, selon l'usage, entouré d'un groupe d'individus, les uns compères, les autres prêts à devenir dupes. Un charbonnier regardait avec avidité les pièces de cinq francs qui passaient tantôt dans la main des joueurs, tantôt et bien plus souvent dans celle du banquier.

Un jeune homme qui tenait une pièce de deux francs, dit tout bas au charbonnier : Je suis sûr de la carte gagnante, nous devrions mettre chacun vingt sous. Le charbonnier hasarde sa pièce d'un franc; il perd. Les hauts cris, et saisit l'instigateur au collet; celui-ci, nommé Buchère, est arrêté ainsi que le banquier Valéry.

Valéry, condamné à un an de prison, en police correctionnelle, s'est trouvé bien jugé; il n'en a pas été de même de Buchère, qui comparait ces jours derniers devant la chambre d'appel, et protestait de son innocence. Les déclarations naïves du charbonnier ont entraîné la conviction de la Cour; elle a confirmé le jugement qui condamnait Buchère comme complice, à quatre mois d'emprisonnement.

Le rédacteur en chef, gérant, DARMAING.

#### ANNONCES JUDICIAIRES.

Adjudication préparatoire le 9 janvier 1833. A. adjudication définitive le 10 janv. 1833, en l'audience des criées du Tribunal civil de la Seine.

D'une grande et belle MAISON, cour et dépendances, sises à Paris, rue Bieue, 2, à l'angle de la rue Papillon, 2<sup>e</sup> arrondissement.

Cette maison, dont l'angle est formé par les deux rues, est élevée sur caves d'un rez-de-chaussée, d'un entresol, de trois étages carrés, d'un 4<sup>e</sup> en attique, d'un 5<sup>e</sup> lambrissé, et d'un sixième étage dans la partie du comble.

La plupart des pièces sont parquetées en point de Hongrie, et plafonnées avec corniches et ornements.

Mise à prix d'après l'expert, 195,000 fr.

S'adresser pour les renseignements, à Paris, 1<sup>o</sup> à M<sup>re</sup> Vaugeois, avoué poursuivant, rue Favart, 6; 2<sup>o</sup> à M<sup>re</sup> Vinay, avoué co-poursuivant, rue Richelieu, 14; 3<sup>o</sup> à M<sup>re</sup> Foubert, avoué, rue du Bouloi, 26; 4<sup>o</sup> à M<sup>re</sup> Fariau, avoué, rue Chabannais, 5; 5<sup>o</sup> à M<sup>re</sup> Isambert, avoué, rue Sainte-Avoie, 57; 6<sup>o</sup> à M<sup>re</sup> Lamy, notaire, rue de la Paix, 2; 7<sup>o</sup> à M<sup>re</sup> Nollevall, notaire, rue des Bons-Enfants, 21.

#### ETUDE DE M<sup>re</sup> FREMONT, AVOUE, Successeur de M<sup>re</sup> Massé.

Adjudication définitive le samedi 19 janvier 1833, en l'audience des criées du Tribunal de première instance de la Seine au Palais de justice à Paris, une heure de relevée.

D'une grande et belle MAISON, sise à Paris, rue Saint-Denis, n<sup>o</sup> 277, ayant trois boutiques de face sur ladite rue.

Mise à prix, réduite à 250,000 fr. au lieu de 345,000 fr., estimation de l'expert commis par justice.

Cette maison peut être susceptible d'un produit de 25,000 fr.

Le produit actuel, non compris le sol pour livre et l'éclairage à la charge des locataires, est de 20,700 fr.

S'adresser, 1<sup>o</sup> à M<sup>re</sup> Frémont, avoué poursuivant, dépositaire des titres de propriété, demeurant à Paris, rue St-Denis, 374, près le boulevard; 2<sup>o</sup> à M<sup>re</sup> Marion, avoué co-licitant, demeurant à Paris, rue de la Monnaie, 5; 3<sup>o</sup> à M<sup>re</sup> Jacquet, avoué présent à la vente, demeurant à Paris, rue Montmartre, 137.

Le prix de l'insertion est de 1 franc par ligne.

#### AVIS DIVERS.

#### NOUVELLE ET HEUREUSE DÉCOUVERTE.

#### PASTILLES DE LEPÈRE

CONTRE LES RHUMES ET LES CATARRHES.

Prix : Une dose contre le rhume, 2 fr. 25 c.

Une dose contre les catarrhes, 1 fr. 75 c.

UNE SEULE DOSE de 2 fr. 25 suffit pour guérir un rhume. On est entièrement dispensé de prendre aucune tisane.

Ces pastilles ne se trouvent que chez M. LEPÈRE, pharmacien, place Maubert, 27, à Paris, et dans les dépôts qu'il a établis dans chaque ville de France et à l'étranger.

On doit regarder comme contrefaite toute boîte qui ne contient pas, sous son enveloppe, une instruction en quatre pages revêtue du paraphe de M. LEPÈRE.

A Paris, le public est prié de ne pas confondre la pharmacie de M. Lepère avec celle qui est à côté.

#### BOURSE DE PARIS DU 2 JANVIER 1835.

A TERME.	1 <sup>er</sup> cours	pl. haut.	pl. bas.	dernier.
5 o/o au comptant. (coupon détaché.)	99 85	99 95	99 75	99 85
— Fin courant.	100 10	100 25	99 95	100 10
Emp. 1831 au comptant. (coup. dét.)	100 —	—	—	—
— Fin courant.	—	—	—	—
Emp. 1832 au comptant. (coup. dét.)	99 90	—	—	—
— Fin courant.	—	100 20	100 15	—
3 o/o au comptant. (coupon détaché.)	70 —	70 40	70 —	70 40
— Fin courant (ld.)	70 25	70 75	70 25	70 65
Rente de Naples au comptant.	82 75	83 —	82 75	83 —
— Fin courant.	83 30	83 55	83 30	83 —
Rente perp. d'Esp. au comptant.	57 118	57 318	57 118	57 118
— Fin courant.	—	57 112	57 318	—

#### Tribunal de commerce DE PARIS.

#### ASSEMBLÉES DE CRÉANCIERS

du jeudi 3 janvier.

BELTZ, entrep. de bains. Clôture, 9  
LATOUR, M<sup>d</sup> boulanger. id., 9  
FIALON, entrep. de maçonneries. Clôture, 9  
FONTAINE, carrossier. id., 1

du vendredi 4 janvier.

BRIAULT-TALON, M<sup>d</sup> coutelier. Clôture, 11

CANTIN, M<sup>d</sup> de bois. Vérification, 1  
PRADEL et C<sup>e</sup>, négociants. Rem. à 8<sup>e</sup>, 1  
PERNOT, M<sup>d</sup> de meubles. Concordat, 1  
GUERPIN et C<sup>e</sup>, ten. hôtel garni. Concord., 2

du samedi 5 janvier.

YON, M<sup>d</sup> limonadier. Rempl. de syndic, 11  
NICAISE, boulanger. Concordat, 3

#### CLOTURE DES AFFIRMATIONS

dans les faillites ci-après :

DEBLOIS et DESCHEVAILES, négociants et M<sup>ds</sup> de jouets, le 7 11

FORESTIER, M<sup>d</sup> tailleur, le 7 3  
BOURSIER, entrep. de pavages, le 7 3  
DUGNY, fact. à la Halle aux farines, 9 3

#### ACTES DE SOCIÉTÉ.

FORMATION. Par acte sous seings privés du 19 décembre 1832, entre les sieurs Ch. L. Aug. AIF. SE. PÉRIER, négociant, à Paris; H. H. EDWARDS, ingénieur; Philib. Alph. CHAPER, négociant aussi à Paris; gérants solidaires responsables; et les actionnaires et commanditaires qui ont adhéré ou adhéreront audit acte. Objet : exploitation de la fonderie dite de Chaillot, et fa-

location de machines à vapeur et autres; siège : Paris, quai de Billy, 4; raison sociale : SCIPION PÉRIER, EDWARDS, CHAPER et C<sup>e</sup>; fonds social : 1,000,000 de fr. en 100 actions de 10,000 fr. chaque.

FORMATION. Par acte sous seings privés du 18 décembre 1832, il a été formé une société en commandite pour le commerce de ligne et meubles; raison sociale : Dlle DUPRÉ et C<sup>e</sup>; siège : rue du Temple, 82; durée : 6 ans, du 1<sup>er</sup> janvier 1833; gestion, administration et signature : à la demoiselle Marie-Anne-Victoire DUPRÉ; montant de la commandite : 10,000 fr.

FORMATION. Par acte sous seings privé du 3 octobre 1832, entre les sieurs Claude-Etienne MORIZOT, ancien avoué à Paris, et Léon ROLAND, M<sup>d</sup> de papiers, aussi à Paris. Objet :

achat et vente de papiers de tenture, d'imprimerie, écritures, etc.; raison sociale : LÉON ROLAND et MORIZOT; Siège : rue Pavée-Saint-André, 5; durée : 6 années, du 1<sup>er</sup> janvier 1833. Signature : commune aux deux associés, sous les conditions exprimées audit acte.

FORMATION. Par acte sous seings privés du 18 décembre 1832, entre les sieurs Joseph-Alexandre AGASSE, M<sup>d</sup> de fourrages à Pantin près Paris, Claude-Adolphe DIRAT, à Paris, et deux commanditaires dénommés audit acte; raison sociale : ADOLPHE DIRAT et C<sup>e</sup>; durée : 10 ans du 1<sup>er</sup> décembre 1832; siège social : Pantin; mais une succursale pourra être établie à Paris tant que le siège social n'y sera pas fixé; signature et gestion : aux sieurs Dirat et Agasse, sauf les restrictions portées audit acte; fonds social : 30,000 fr.